

Gestion quantitative à l'Uni de Genève

Une nouvelle filière permet de maîtriser les investissements et placements financiers.

PIERRE-HENRI BADEL

Destinée aux gestionnaires de fortune, analystes financiers, cadres bancaires, responsables de compagnies d'assurances et de caisses de retraite, une nouvelle filière d'enseignement en cours d'emploi mise sur pied par le service de la formation continue de l'Université de Genève permet de maîtriser le langage, les outils et les acquis de la gestion quantitative de portefeuilles. Il forme non seulement le raisonnement dans ces matières, mais contribue aussi à élargir la culture financière en vue de faciliter la communication interne et externe. Parmi les matières inscrites au programme des cours, on trouve une introduction aux statistiques et aux mathématiques financières, une autre sur la micro-économie et la macro-économie, sur les taux d'intérêt et les taux de change, sur la couverture des risques des taux d'intérêt et des taux de change, sur la gestion des risques ainsi que sur l'éthique et la performances de la gestion de portefeuille. Un dernier volet pratique est dédié à la gestion d'un portefeuille fictif qui se

déroule en partie durant les heures de cours et aussi sous la forme d'un travail personnel. Toutes les personnes titulaires d'un titre universitaire ou d'une expérience pratique d'une durée de cinq ans dans le domaine de la gestion de fortune peuvent déposer leur candidature en vue de décrocher ce certificat. Le nombre de candidats est limité à 25 par année. Il est pourtant aussi possible de suivre hors quota un ou plusieurs thèmes de manière individuelle. L'enseignement dispensé en fin de journée sur une année porte sur 17 matières réparties en six modules. Il compte pour 17 crédits ECTS. A l'issue de la formation, les étudiants peuvent décrocher un certificat de formation continue dans ce domaine délivré par l'université de Genève. Ce document compte aussi pour la filière d'un MBA avec mention «Gestion quantitative de portefeuille» et constitue dans ce cas une partie de la 2e année du diplôme de spécialisation que l'on peut ensuite compléter à l'Université de Genève par des cours en International management. ■

UN VOLET PRATIQUE EST DÉDIÉ À LA GESTION D'UN PORTEFEUILLE FICTIF

L'Afrique devient (vraiment) un thème d'investissement

HUGO FERREIRA. Le membre de la DG de la Compagnie Benjamin de Rothschild estime qu'il est temps d'agir.

Dans le cadre du 8ème forum EMA Invest (lire encadré), qui se tiendra à Genève à l'automne, Hugo Ferreira interviendra le 21 octobre sur le thème de «l'Afrique, laboratoire des économies du futur». Un continent qu'il connaît bien et en lequel il croit à titre personnel mais également en tant que membre de la direction générale de la Compagnie Benjamin de Rothschild, installée à Genève. Cette dernière, active dans la gestion des risques, la gestion institutionnelle, les partenariats public-privé et le secteur de l'environnement, croit fermement dans le développement de l'Afrique. Hugo Ferreira est convaincu des opportunités que ce continent peut offrir à des investisseurs étrangers.

Pourquoi la Compagnie Benjamin de Rothschild est-elle présente en Afrique?

«Parce que l'Afrique présente beaucoup d'intérêts. Il existe deux problèmes majeurs qui freinent son développement: des infrastructures vétustes et un manque de production énergétique. Une grande partie des infrastructures doivent être réhabilitées ou construites afin de permettre aux



«Il faut tenir compte de l'hétérogénéité du continent.»

personnes de se déplacer et aux marchandises d'être acheminées vers les villes. Quant à l'énergie, l'Afrique regorge de ressources renouvelables délocalisées et réparées sur tout le continent telles que le soleil, l'eau, la biomasse et même le vent. Mais elles ne sont pas exploitées pour l'instant.

Le moment est donc venu d'investir sur ce continent?

Exactement. Les Africains sont passés par une période de post-indépendance très difficile avec beaucoup de conflits liés à une instabilité politique et ont donc souffert d'une économie en décroissance. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Un nombre croissant de pays sont dirigés par des gouvernements élus démocratiquement, il y a moins de tensions politiques et l'économie connaît clairement une phase ascendante. Des pays comme l'Angola et le Gabon sont d'ailleurs en train de passer du statut de pays en voie de développement à celui de pays émergent. Le Botswana a déjà passé cette frontière.

Que fait la Compagnie Benjamin de Rothschild en Afrique?

Nous sommes surtout présents en Afrique subsaharienne. Nous avons mis en place plusieurs projets de partenariat public-privé. Par exemple, au Sénégal, pour la réalisation d'une autoroute de contournement de Dakar en collaboration avec l'Apix. Cette agence de développement locale rapporte directement au Président, bénéficiant ainsi d'un processus de décision rapide et offrant en même temps une facilité de négociation non négligeable pour les investisseurs privés internationaux et les organismes bi et multi latéraux de financement. Nous essayons d'ailleurs de dupliquer cette configuration avec d'autres gouvernements africains.

Le problème de la lenteur des décisions liée à une lourde bureaucratie n'est pas la seule crainte des investisseurs. Comment gérez-vous la question de la corruption?

Nous appliquons les principes de bonne gouvernance établis par l'OCDE ou d'autres organismes internationaux de façon très stricte. Nous n'acceptons pas que des transactions soient effectuées sans une transparence totale. C'est aussi pour cela que nous travaillons avec des agences de développement locales mais aussi avec des organismes comme la Banque mondiale.

Malgré tout, certains investis-

seurs devront encore se défaire de clichés tels que celui d'une main d'œuvre plutôt «paresseuse»...

Malheureusement, oui. Il y a un énorme a priori à dépasser. Personnellement, je pars du principe qu'il n'y a pas plus de gens paresseux dans une région du monde que dans une autre: tant que l'on crée des opportunités de travail à un endroit donné, les gens sont les premiers à les saisir. En République Démocratique du Congo (RDC), j'ai vu des salariés marcher plus de deux heures pour se rendre à leur travail.

Que manque-t-il pour que les fonds suisses pénètrent le continent africain?

De plus en plus d'investisseurs privés font le pas. Mais d'une manière générale, nous attendons trop des Africains qu'ils s'adaptent à nous. Il faudrait au contraire tenir compte de leurs différences et les respecter. Notre mentalité n'est d'ailleurs pas si éloignée de la leur. Je comparerais l'Afrique à l'Amérique du Sud d'il y a environ quarante ans lorsque l'on disait qu'elle courait toujours après son avenir. Evidemment, cela dépend des pays. Mais, même dans un état parmi les plus pauvres comme la République Démocratique du Congo (RDC), nous sentons une volonté de développement.

Sur quels projets travaillez-vous actuellement?

Nous travaillons en RDC sur un projet qui représente bien notre conception de l'économie positive. Celle-ci tient compte des aspects à la fois sociaux, économiques et environnementaux. Nous allons réhabiliter la ligne de chemin de fer entre N'djili où se situe l'aéroport

et le centre de Kinshasa (ou la ville s'est étendue sur plus de 30kms) avec l'aide du gouvernement indien et celle de plusieurs compagnies ferroviaires régionales suisses qui ont donné du matériel roulant. Ce sera un train urbain qui reliera les deux zones. Nous travaillons sur cette même ligne sur un projet de train aéroportuaire destiné essentiellement aux passagers arrivant ou quittant l'aéroport. Ce projet qui sera financé par des investisseurs privés leur offrira une rentabilité correspondant aux risques pris et permettra de financer, au travers d'un droit de passage payé à la société publique, la maintenance des voies. Dans un tel projet, nous arrivons donc à bien concilier tous nos objectifs. Nous avons également monté un fonds en Angola qui investira dans les infrastructures, des logements et soutiendra des PME.

Rêvez-vous que des banques privées genevoises vous rejoignent?

Elles seraient les bienvenues. Nous venons de créer il y a deux mois un cercle d'Affaires Suisse-Afrique (SABC) afin de mettre à disposition de ceux qui souhaitent ou investissent déjà sur le continent une plateforme d'échange d'idées et de conseils.

INTERVIEW: ELISE JACQUISON

Réduction des risques opérationnels du négoce

MIT. Le nouveau logiciel bancaire TRAC lancé en mars est commercialisé depuis le mois dernier.

ANNE RÉTHORET

La société lausannoise Micro Informatique & Technologies (MIT) a développé un nouveau logiciel bancaire destiné au suivi des risques pour le financement du négoce International. Initialement conçu pour supporter l'activité d'un département bancaire de Négoce International. Le logiciel Trade Risk Active Control (TRAC), permet aux gestionnaires et aux spécialistes du risque de suivre cette activité pour répondre à une demande de réduction des risques opérationnels liés à Excel en front office. Ainsi, Trac vient compléter la gamme de logiciels Credoc, également créés par MIT.

Nonobstant la flexibilité d'une feuille Excel, cette dernière présente un risque en termes de sécurité de l'information présentée. Les banques se trouvent actuellement en phase d'évaluation de leurs outils informatiques face aux prérequis du marché, mais surtout par rapport aux demandes toujours plus exigeantes des auditeurs. Les réglementations de Bâle II et d'ici 2013, de Bâle III, contraignent ces établissements à se pencher de manière précise sur la question de l'évaluation des risques liés à leur activité. Certains de ces logiciels



PAUL COHEN-DUMANI. Le CEO de MIT se réjouit des perspectives commerciales qu'offre son nouveau logiciel.

existent déjà, mais ils sont plus axés sur le segment des traders que celui des banques. «D'autre part, plusieurs éditeurs ont développé des logiciels similaires, qui gèrent à la fois, le back et le front office. Ce qui est certes très bien en termes de sécurisation. Par contre, pour ce qui est de la stratégie de développement, il faut dire que le marché des logiciels de gestion en back office est presque saturé», explique Paul Cohen-Dumani, CEO de MIT. La nécessité d'un outil informatique capable de s'intégrer à une infrastructure bancaire déjà en place, pour automatiser l'extraction de données provenant de différents systèmes, fait donc partie du quotidien des développeurs de logiciels. «Il faut être capable de fournir un front qui puisse s'intégrer également avec d'autres outils de back office; le back et le front dans le Trade Finance étant des métiers complémentaires mais différents». Créée en 1984, MIT a lancé la gamme Credoc deux ans plus tard. Le produit se décline aujourd'hui en deux versions différentes implémentées

dans 47 banques, principalement en Europe. Notamment chez Banca Intesa San Paolo, la Banque Cantonale de Zurich (ZKB) et NBAD banque privée. «Nous sommes actuellement en train de développer notre position au Moyen-Orient et grâce à Trac, nous espérons nous lancer sur les marchés asiatiques dès 2011», ajoute-t-il. Le CEO de cette entreprise au capital familial ne communie pas son chiffre d'affaires, mais il laisse entendre qu'MIT enregistre une croissance à deux chiffres depuis environ trois ans.

Selon Paul Cohen-Dumani, la création du logiciel Trac représente une étape majeure pour le développement de sa société, qui envisage déjà plusieurs versions pour ce nouveau produit, en vue des changements et des tendances dans le secteur bancaire ces prochaines années. «Pour l'instant, nous nous concentrons sur le lancement de Trac, qui sera officiellement présenté à la conférence SIBOS en octobre. Par ailleurs, le logiciel actuellement en démonstration auprès de plusieurs établissements, a déjà été commandé par une banque genevoise très active dans le négoce».

LES RÉGLEMENTATIONS DE BÂLE II ET D'ICI 2013, DE BÂLE III, FORCENT LES BANQUES À SE PENCHER DE MANIÈRE PRÉCISE SUR L'ÉVALUATION DES RISQUES.

MÊME DANS UN ÉTAT PARMIS LES PLUS PAUVRES COMME LA RDC, NOUS SENTONS UNE VOLONTÉ DE DÉVELOPPEMENT.

Huitième Forum EMA Invest

Les 21 et 22 octobre prochains se tiendra au Grand Hôtel Kempinski, à Genève, la huitième édition du Forum Ema Invest. La manifestation 'pour but d'offrir aux acteurs économiques du Sud un meilleur accès aux capitaux, aux technologies, aux marchés et aux médias internationaux. Cette année, deux questions seront principalement abordées. Comment participer à l'émergence des économies africaines et quelle évolution pour les places financières francophones? «Le trade genevois travaille énormément avec l'Afrique ainsi que de nombreuses banques et des gestionnaires de fortune, relève Dominique Flaux, secrétaire général du forum et administrateur de la société Séquence Média, opérateur de l'événement. Or, cela se sait peu car la plupart ont peur du risque de réputation.» Ces deux jours seront donc l'occasion d'évoquer l'Afrique au grand jour et de réfléchir aux perspectives qu'elles offrent en matière d'investissement. «Nous organisons d'une part des conférences sur différents thèmes et d'autre part, des dîners d'affaires entre des entrepreneurs africains et des financiers», précise l'organisateur. Le Forum a lieu juste avant le 13^e Sommet de la Francophonie à Montreux afin de permettre aux trois cents délégués attendus d'y participer. ■

PEH: bénéfice de 13,3 millions d'euros

Private Equity Holding AG (PEH) fait état, pour le 1^{er} trimestre 2010/11 (à fin juin) d'un bénéfice de 13,29 millions d'euros, après une perte de 8,65 millions un an plus tôt à pareille époque. Les produits ont atteint 5,36 (1,29) millions d'euros et les charges 5,37 (2,98) millions. La perte trimestrielle s'établit à 0,09 (4,28) millions. L'excédent provient d'une revalorisation de 13,29 millions de la vente d'actifs. La perte attribuable aux actionnaires est de 0,09 (4,37) million, a précisé la société dans son rapport trimestriel. Y compris la revalorisation, le bénéfice pour les actionnaires est de 13,28 (perte 8,65) millions. A fin juin, la Valeur nette interne (VNI) de l'action PEH était de 56,88 euros, en hausse de 7,1% en euros par rapport à fin mars. Sur les trois dernières années, la VNI en euros a augmenté au total de 39,3%.